

Les dernières Journées sociales du Québec

Bernard Hudon

Numéro 791, juillet-août 2017

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/85703ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Hudon, B. (2017). Les dernières Journées sociales du Québec. *Relations*, (791), 7-9.

devant les parlementaires la hausse importante des investissements de la Caisse dans des entreprises localisées dans les paradis fiscaux.

Évidemment, un programme ayant le potentiel d'avoir de réels effets sur le recours aux paradis fiscaux fait grincer des dents dans les officines gouvernementales et certains cercles politiques et économiques. Dès le lendemain de la publication du rapport, Radio-Canada rapportait que Revenu Québec jugeait la plupart de ses recommandations inapplicables pour le Québec. Or, en réalité, si certaines difficultés techniques paraissent réelles, bien peu semblent insurmontables avec un peu de volonté politique.

C'est sur le plan des effets économiques et des enjeux de compétitivité que les plus grandes résistances se feront sentir. Poser des limites efficaces au recours aux paradis fiscaux entraînera nécessairement une hausse des contributions fiscales des particuliers et des entreprises qui les utilisent. C'est l'objectif recherché. Or, le ministère des Finances redoute vivement les effets d'une telle hausse sur la compétitivité du Québec si de telles mesures ne sont pas également mises en œuvre ailleurs au Canada, voire plus largement dans d'autres pays. La société québécoise doit cependant poser certaines limites à la recherche effrénée de compétitivité. En matière de protection des travailleurs et de l'environnement, nous avons posé nos limites et interdit certaines pratiques. Nous devons maintenant faire de même avec les paradis fiscaux.

L'utilisation des paradis fiscaux est aujourd'hui largement condamnée par la société québécoise. L'unanimité transpartisane dont ce rapport fait l'objet est le reflet du très large consensus social sur cette question. Ni les difficultés techniques, ni les préoccupations de compétitivité ne sauraient être un frein légitime à la mise en œuvre de ses recommandations. Le gouvernement doit aller de l'avant et lancer le signal que la récréation est terminée. ☺

LES DERNIÈRES JOURNÉES SOCIALES DU QUÉBEC

Créé en 1991, ce rassemblement emblématique du christianisme social d'ici avait lieu pour la dernière fois en mai dernier.

Bernard Hudon

L'auteur, jésuite, est membre du comité organisateur des Journées sociales du Québec

Visant à regrouper tous les deux ans universitaires, membres de groupes communautaires et autres acteurs de terrain associés au christianisme social québécois dans le but de penser et soutenir leurs pratiques sociales, les Journées sociales du Québec (JSQ) sont nées des suites d'un colloque organisé à l'Université Laval, en mai 1991. Celui-ci souli-



gnait le centenaire de *Rerum Novarum* – la première encyclique dans le corpus de l'enseignement social de l'Église. L'édition 2017 des JSQ s'est tenue à Chicoutimi du 5 au 7 mai dernier. Elle aura été la dernière, en tout cas sous la forme actuelle.

Cette décision douloureuse a dû être prise pour plusieurs raisons. D'abord, parce que les services diocésains de pastorale qui assuraient depuis le début une bonne part de l'organisation font face à une baisse de personnel partout au Québec; ils ne peuvent donc plus s'acquitter de cette tâche. Depuis plusieurs années



Décès du père Irénée Beaubien

Le père jésuite Irénée Beaubien, un pionnier de l'œcuménisme et du dialogue interreligieux au Québec et au Canada, est décédé le 15 mai dernier à l'âge de 101 ans. Il avait notamment fondé, en 1963, le Centre canadien d'œcuménisme pour promouvoir le rapprochement entre différentes traditions de foi chrétiennes, mais aussi avec les juifs. Lors de l'Expo 67, il avait été l'artisan de la mise sur pied du pavillon chrétien interconfessionnel, qui regroupait protestants, orthodoxes et catholiques. Honoré de la médaille pontificale *Pro Ecclesia et Pontifice* par le pape Benoît XVI, en 2012, il avait alors eu ces mots qui illustrent bien l'engagement qui fut le sien : « Le théologien Hans Küng affirme qu'il ne peut exister de paix entre les nations s'il n'y a pas de paix entre les religions. Quel défi pour les croyants sincères et ouverts de religions diverses, en particulier pour les chrétiens et les juifs qui partagent la base d'une même foi en l'unique Être suprême : Dieu. » (Source : Présence – information religieuse).

Ambassadrices de la conscience

En plus de la chanteuse étasunienne Alicia Keys, six personnes représentant la force et la diversité du mouvement pour les droits des peuples autochtones au Canada ont été récompensées du prix Ambassadeurs de la conscience, en mai dernier, remis chaque année par l'ONG Amnistie internationale. Mélissa Mollen Dupuis et Widia Larivière, de la branche québécoise du mouvement Idle No More (Fini l'inertie), en faisaient partie. Widia Larivière signait d'ailleurs un texte intitulé « Les luttes autochtones sont féministes » dans notre dernier numéro, « Amériques : la longue marche des peuples autochtones » (n° 790, juin 2017).

Victoire contre la méthode *Lean* en santé



Alain Reno

Implantée dans plusieurs établissements du système de santé québécois depuis 2008, la méthode du *Lean management* (aussi connue comme la « méthode Toyota »), qui implique entre autres de minuter les interventions du personnel soignant auprès des patients, a récemment essuyé un important revers devant les tribunaux.

En avril dernier, la Cour supérieure du Québec a donné raison au syndicat du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) du Nord-de-l'île-de-Montréal, qui contestait cette méthode de gestion. Celle-ci placerait les employés en contradiction avec leur code de déontologie et provoquerait de la détresse psychologique.

Ce jugement permet d'espérer d'autres contestations judiciaires de la méthode *Lean*, jugée déshumanisante par plusieurs intervenants. Dans cet esprit, une motion a été déposée par Québec solidaire à l'Assemblée nationale, le 2 mai dernier, pour que l'implantation de cette méthode dans le milieu de la santé soit analysée par la vérificatrice générale du Québec. En 2015, un rapport de la vérificatrice générale de la Saskatchewan avait mené à l'annulation d'un contrat en ce sens entre cette province et une firme privée.

déjà, la réalisation d'outils d'animation proposés aux diverses régions en préparation et en prolongement des JSQ avait dû être abandonnée pour cette raison. Le fait de ne plus pouvoir obtenir des locaux universitaires à tarifs privilégiés a aussi joué dans la décision. En effet, tenir les JSQ dans un hôtel, comme ce fut le cas à Chicoutimi cette année, coûte très cher. À cela s'ajoute la baisse régulière de la participation, en raison du vieillissement des militants et du manque de relève. Ainsi, la première rencontre à Québec avait attiré 500 personnes; 26 ans plus tard, celle de Chicoutimi en a réuni 140.

L'enthousiasme, cependant, ne s'est pas éteint. Le thème de cette année était « L'économie sociale: pour quel monde? » Il avait été choisi, d'une part, parce que l'économie néolibérale actuelle mène à une impasse, notamment en ne cessant de dissoudre le lien social, et, d'autre part, parce qu'une autre économie s'impose au Québec, plus humaine, au service de l'ensemble de la population – et non d'une infime élite – et dans laquelle s'insérerait l'économie sociale.

La conférence inaugurale donnée par Jean-Martin Aussant, directeur du Chan-

tier de l'économie sociale, et celle de Suzanne Tremblay, professeure à l'Université du Québec à Chicoutimi, ont bien fait ressortir l'importance de l'économie sociale au Québec, leader mondial dans ce domaine. En tout, 3700 organismes à but non lucratif et 3330 coopératives emploient 210000 personnes et génèrent un chiffre d'affaires de 40 milliards de dollars dans la province. La valeur économique de l'économie sociale équivaut, au dire de Jean-Martin Aussant, aux secteurs de l'aéronautique, de la construction et des mines réunis. Mais avant d'être un « secteur » économique, l'économie sociale est avant tout un mode de développement qui sait intégrer l'économie à la question sociale et territoriale. En ce sens, elle peut être porteuse de deux visions: l'une réformatrice, qui ne remet pas en cause l'économie néolibérale, l'autre radicale, qui désire rompre avec cette dernière.

Par la suite, quatre représentants d'organismes de tailles variables du Saguenay-Lac-Saint-Jean ont fait connaître des initiatives régionales: un café qui emploie des jeunes en réinsertion, un dépanneur d'un village éloigné, une coopérative forestière ayant un chiffre d'affaires de

16 millions de dollars et, enfin, une entreprise régionale de récupération et de recyclage qui emploie des personnes éprouvant des difficultés d'intégration au marché du travail. Le constat commun: toutes les personnes engagées par ces entreprises sentent qu'elles travaillent pour quelque chose de plus grand qu'elles, pour une mission humaine qui transcende leur quotidien. Certaines parlent même d'une dimension spirituelle.

Comme c'est l'habitude, les Journées sociales se sont terminées le dimanche par une réflexion théologique sur le thème abordé. Les théologiennes Yvonne Bergeron et Andrée Larouche ont ainsi rappelé l'importance de la solidarité dans les premières communautés chrétiennes ainsi que dans l'enseignement social de l'Église, insistant sur le fait qu'il s'agit toujours d'une utopie, jamais pleinement réalisée, mais qui pousse à l'agir.

À chaque JSQ, le prix Guy-Paiement (jésuite qui en a été un des principaux artisans, décédé en 2010) honore une personne de la région-hôte qui s'est démarquée par son engagement social. Cette fois, de manière exceptionnelle, il a été remis à deux personnes – toutes deux

des leaders dans leur région respective – qui ont participé à toutes les JSQ: la théologienne Yvonne Bergeron, de Sherbrooke, et Florent Villeneuve, prêtre à Chicoutimi.

Fort des suggestions discutées lors de ces JSQ, le comité organisateur poursuivra la réflexion sur ce qui pourrait naître de leurs cendres. D'ailleurs, dans cet esprit, un site Web sur l'avenir du christianisme social au Québec vient d'être mis en ligne: <christianismesocialquebec.org>. C'est donc à suivre. ☺

375^e DE MONTRÉAL: ET L'HISTOIRE RELIGIEUSE?

Les célébrations du 375^e anniversaire de la fondation de Montréal occultent une grande part de sa dimension religieuse.

Louis Rousseau

L'auteur est professeur associé au Département de sciences des religions de l'UQAM

Sur le site officiel des fêtes du 375^e anniversaire de Montréal, on peut lire que l'histoire «occupe une place importante dans la programmation et toutes les périodes historiques y sont célébrées». Or, parmi les 300 activités à contenu historique (au sens très large), trois seulement semblent avoir un contenu portant sur la religion. Il y a là de quoi nous éton-

ner. Un anniversaire de fondation peut-il négliger à ce point les origines de la ville jubilaire sans frôler l'imposture? Non, malheureusement. Les Québécois d'ascendance canadienne-française catholique ont mal à leur mémoire, surtout lorsqu'y réapparaît le rôle de la foi des ancêtres. Ajoutons-y un zeste de sentiment flou de culpabilité à l'égard des Autochtones et mieux vaut fêter en parlant d'un nouveau *branding* touristique.

Et pourtant, nous disposons depuis quelques décennies de précieuses données en historiographie et en ethnographie, tout particulièrement sur l'histoire religieuse du XVII^e siècle. Manifestement, ce savoir critique ne s'est pas fait entendre au sein des comités organisateurs. Une conscience patrimoniale plus mature, porteuse à la fois d'une distance critique et d'une réconciliation sereine avec son passé, n'aura pas été favorisée pour le grand nombre. Et ce vide n'affecte pas seulement la collectivité majoritaire, mais bien l'ensemble des citoyennes et des citoyens de toutes origines qui font la vitalité de la métropole actuelle. Il appartient à la postmodernité qui nous façonne en nous asservissant à l'économie néolibérale et en nous dépossédant de tout ce qui n'y est pas soluble. Pas de mémoire, que cela vous plaise ou non! Elle pourrait nous rendre résistants à l'air du temps.

Un bref rappel de l'origine missionnaire de Montréal peut aider à mieux comprendre son rôle d'utopie pour la société française de l'époque, dont les représentants débarquent en 1642 sur la grande île de l'archipel, en ignorant tout du milieu dans lequel ils vont vivre.

Démystifier l'agroécologie

Développement et Paix propose une nouvelle brochure intitulée «Démystifier l'agroécologie» qui permet de mieux comprendre cette approche – l'un des piliers de la souveraineté alimentaire – portée par le mouvement paysan La Via Campesina. L'agroécologie soutient les droits des paysans, en plus de contribuer à nourrir les populations et à contrer le réchauffement de la planète, car elle émet beaucoup moins de gaz à effet de serre que l'agriculture industrielle. Elle se distingue de «l'agriculture intelligente face au climat», une fausse solution mise de l'avant par la FAO, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture. Riche de nombreuses sources d'information complémentaire, ce document peut être consulté et téléchargé sur le site Web de Développement et Paix: <devp.org>.

Le projet de Montréal est un projet français de troisième vague. La première vague, incarnée par les voyages de Cartier, s'inscrit dans la volonté de François 1^{er} de projeter la France en Amérique. Mais déjà, en 1535, un très vaste courant de réforme du catholicisme se fait sentir en France comme en Europe du Nord avec la Réforme protestante. La forte sympathie pour le renouvellement profond des institutions religieuses va provoquer de nouveaux alignements politiques, sans parler des guerres de religion (1562-1598).

La deuxième vague s'exprime à travers diverses tentatives d'établissement colonial français en Amérique du Nord, qui

FOIRE ÉCOSPHÈRE
ENVIRONNEMENT ET ÉCOHABITATION
L'évènement environnemental numéro 1 au Québec
POUR NOTRE SANTÉ ET CELLE DE NOTRE PLANÈTE
150 exposants • 30 conférences
info@FoireECOSPHERE.org • 450 538-5005 • www.FoireECOSPHERE.org

FESTIVAL DES MINI-MAISONS

POUR NOTRE SANTÉ ET CELLE DE NOTRE PLANÈTE
MONTREAL
12 - 13 août 2017
6^e édition / Vieux-Port
En collaboration avec la Ville de Montréal et avec le Festival des mini-maisons

ENTRÉE GRATUITE

MAGOG Pointe Cabana 30 septembre - 1^{er} octobre 2017